

Borne, le 17 Mars 1919.

III My.

Monsieur le Ministre,

Comme notre télégramme de ce jour Vous l'a annoncé, le Conseil fédéral a décidé que Monsieur Calonder se rendrait lui-même à Paris, pour prendre part à la Conférence officielle dans laquelle les neutres seront appelés à donner leur opinion sur le projet de Ligue des Nations adopté par la Conférence.

Il est hors de doute que la Suisse, comme les autres neutres, aurait préféré une invitation officielle. Nous savons que plusieurs neutres ont été très froissés, d'une part de ne pas être officiellement convoqués par la Conférence elle-même, mais seulement par une Commission, et d'autre part de se voir fixer un terme aussi rapproché.

Les uns ont exprimé l'intention de ne pas accepter l'invitation du tout, les autres ont suggéré l'envoi de personnalités privées. D'autres encore ont proposé de se contenter de techniciens, d'avocats conseils, de professeurs. En général, l'idée des neutres paraît avoir été qu'il fallait répondre à une invitation aussi peu prévenante par l'envoi de délégués d'une catégorie inférieure.

Nous avons eu l'impression que l'occasion qui nous était offerte de faire connaître notre point de vue était probablement la seule qui se présenterait. En outre, l'affaire était





à une telle importance pour notre Pays que nous ne voulions pas laisser une question de forme porter le moindre préjudice aux intérêts vitaux de la Suisse. Enfin, nous ne devons pas nous dissimuler que c'est une des caractéristiques des petits pays à courtes vues et sans confiance dans leur force de s'accrocher à des détails et de croire toujours qu'on leur manque d'égards. Ces diverses considérations ont décidé Monsieur Calonder à mettre sa dignité dans sa poche et à partir pour Paris avec M. Huber; il s'est adjoint M. le Conseiller national Frey, afin d'avoir auprès de lui une haute compétence en matière économique, pour le cas où des questions de cette nature devraient être débattues. M. Rappard les attend à Paris.

La date de la Conférence n'est pas encore certaine. Elle avait été fixée au 20; mais il est possible qu'elle soit retardée, en égard aux doléances des neutres d'Amérique.

Il est bien possible qu'il ne s'agisse pas là d'une longue conférence, mais plutôt d'une audience où les intéressés présenteront d'une manière formelle leurs desiderata. C'est pourquoi M. Calonder a tenu à partir de bonne heure avec les autres délégués, afin de pouvoir éventuellement exposer notre point de vue d'une manière un peu plus complète dans les conversations préliminaires.

Nous savons par Lord Robert Cecil que la Conférence officieuse ne touchera pas seulement des questions secondaires, mais qu'elle accueillera des propositions de modifications. C'est évidemment là pour nous une question essentielle.

La neutralité de la Suisse au sein de la Ligue des Nations est un dogme qui nous tient tout particulièrement à cœur et nous avons lu avec plaisir l'article du Temps du 14 mars, qui envisage avec sympathie cette éventualité.

Le Temps suggère aussi un régime analogue pour l'Autriche, ce qui répondrait tout-à-fait à nos desirs. Nous avons déjà plusieurs fois donné à entendre que nous préconisions une Autriche allemande indépendante et tout-à-fait séparée de l'Allemagne.



magne. A défaut de cet Etat, nous approuverions la constitution d'un pays tampon, composé du Vorarlberg et du Tyrol, qui pourrait être neutralisé et entretenir avec la Suisse des rapports particulièrement étroits. Si cet Etat était neutralisé, cela présenterait évidemment des avantages pour l'Europe, en ce sens qu'elle y trouverait une garantie pour les passages des Alpes de l'Europe centrale.

Nous avons reçu encore avant-hier une délégation de Tyroliens qui venaient nous exposer leur désir de voir la Suisse et l'Entente continuer à les approvisionner. Nous avons volontiers assumé ce ravitaillement; mais nous avons dû prévenir la France que nous allions être obligés de renoncer à faire de nouveaux envois, puisqu'elle ne répondait pas aux demandes que nous lui avons adressées depuis deux mois en vue d'obtenir pour nos trains suisses l'autorisation d'aller chercher dans les ports français les vivres qui doivent remplacer les réserves dont nous nous sommes dessaisis en faveur des provinces autrichiennes. Si nous arrêtons ce ravitaillement, ce sera pour les Tyroliens la preuve que l'Europe les abandonne et qu'ils n'ont pour vivre d'autre ressource que de se jeter dans les bras de l'Allemagne. Nous sommes étonnés que ce raisonnement n'impressionne pas la France et qu'elle ne saisisse pas toutes les occasions pour encourager les Autrichiens à se détourner de l'orbite allemand.

Les Tyroliens ne nous ont pas caché que leur véritable désir était de se proclamer indépendants de l'Autriche. Ils ont l'impression que Vienne est tout-à-fait dominée par les socialistes et que ce sont ces socialistes qui entraînent le char autrichien vers l'Allemagne. Mais nous répétons que nos informations concordent en général pour dire qu'un tiers seulement de la population de l'Autriche allemande dans son ensemble est en faveur d'un rattachement à l'Allemagne, de sorte que si le peuple était véritablement laissé libre de déterminer son avenir, il ne s'unirait pas à l'Allemagne. A quelles combinaisons les peuples de l'Autriche se rallieront, c'est d'une importance secondaire au point de



vue suisse: la seule chose qui nous préoccupe est d'éviter le rattachement à l'Allemagne.

Il va sans dire que les Tyroliens revendiquent de la manière la plus positive la partie du Tyrol allemand que l'Italie déclare vouloir s'annexer. Ils nous ont exposé que les Italiens usent de tous les moyens pour arriver à leur but: ils fondent des écoles, ils persécutent la langue allemande; ils descendent le ravitaillement et surtout ils se procurent de faux certificats: on présente à un bon Bourgmestre germanique un papier en italien, en lui disant que c'est un reçu pour cinq sacs de riz et qu'il doit le signer. Le malheureux découvre après coup qu'il a signé, dans une langue inconnue, son adhésion et scelle de sa commune à une annexion à l'Italie. Il paraît que la population est très montée.

Entre temps, la question du Vorarlberg a fait du chemin. Toute la presse suisse s'en occupe et les opinions sont divergentes. La Thurgauer Zeitung fait à l'annexion du Vorarlberg une opposition de principe, qui paraît plutôt basée sur une rivalité avec St.Gall. Les journaux de la Suisse orientale sont en général favorables à une incorporation. Ceux de la Suisse romande n'estiment pas la question encore mûre et conseillent au Gouvernement de la Confédération de ne pas entrer en matière pour le moment et de laisser la population du Vorarlberg se décider toute seule.

Au Vorarlberg même, la situation est la suivante: un comité d'initiative privée a fait circuler des listes sur lesquelles les personnes favorables à une agrégation à la Suisse ont inscrit leur nom. Ce plébiscite a donné comme résultat qu'environ 70 % de la population du Vorarlberg est en faveur d'une annexion à la Suisse. Ce vœu de la population a été communiqué au Gouvernement local. Celui-ci a répondu que le vote ne pouvait être considéré comme ayant un caractère officiel et que le Gouvernement du Vorarlberg se réservait de faire procéder à un plébiscite régulier et de consulter les Gouvernements de Vienne, de Berne et de Munich.



Le Gouvernement du Vorarlberg vient de demander au Conseil fédéral de recevoir une délégation de ses membres, désireuse de l'entretenir de la question de l'incorporation à la Suisse. Le Conseil fédéral a répondu aujourd'hui que c'était impossible en l'absence de M. Calonder.

Nous savons que l'agitation continue au Vorarlberg et qu'une Conférence aura lieu le 19 à Dornbirn. Les fabricants du Vorarlberg se montrent opposés à l'annexion à la Suisse et l'ont fait savoir au Conseil fédéral. Les populations des campagnes sont toutes en faveur de l'agrégation. Au Vorarlberg, comme ailleurs, en Autriche, le parti socialiste préconise le rattachement à l'Allemagne.

Sur la question du Vorarlberg et sur d'autres agrégations territoriales, le Département Politique a adressé au Conseil fédéral un rapport détaillé: le Conseil fédéral n'a pas encore pris de décision.

---

De Berlin, nous apprenons que Bernstorff ne serait pas désigné pour se rendre à Versailles lors de la signature de la Paix, mais que ce serait probablement Brockdorff-Rantzau. Le cabinet Scheidemann n'est pas solide et exprime la crainte de se voir remplacé par une dictature communiste. Aussi cherche-t-il à élargir sa base.

On ne croit pas à un cabinet Haase: cet homme serait personnellement si peu désirable que bien peu de gens consentiraient à faire partie du même Gouvernement que lui. On croit plutôt à une combinaison de tous les partis sous la direction de Brockdorff-Rantzau.

---



On nous écrit de Londres que les bruits d'entrée de la Bulgarie dans l'Empire britannique sont de la pure fantaisie, mais qu'il est exact que l'Angleterre veillera à ce que la Bulgarie ne soit pas trop affaiblie comparativement à la Roumanie, la Serbie et la Grèce.

En Roumanie, la pénurie et la famine sont à leur comble; on n'a plus rien à manger et le peu qu'on a coûte des prix insensés. La farine de maïs, par exemple, qui constitue le fonds de l'alimentation des paysans, coûtait de vingt à trente centimes avant la guerre, et elle est montée à 5, 6, 7 et 9 francs. Le lait coûte 5 francs le litre; une orange 5 à 6 francs, des chaussures de 5 à 800 francs et des vêtements d'hommes de 1500 à 2000 francs. Le principal mal consiste dans la crise aiguë des moyens de transport. Il n'y a que 250 locomotives au lieu de 1000 avant la guerre; le matériel est délabré; les boeufs manquent; aussi n'est-il plus possible de transporter le bois, le charbon et le pétrole. On a payé cet hiver le bois un franc le kilo à Bucarest, bien qu'il y ait de grandes forêts à quinze kilomètres de la capitale et que des dépôts de bois sciés y fussent accumulés. On a réussi au cours de l'hiver à éviter la famine de blé grâce à quelques bateaux que les Anglais et les Américains ont détournés de leur destination primitive. Mais, pour pouvoir transporter ce blé de Constanza à l'intérieur du pays, il a fallu suspendre presque complètement le trafic des voyageurs et de la poste. A ces malheurs inévitables, s'ajoutent la corruption des fonctionnaires et les agissements des accapareurs. On ne saurait assez insister sur ces deux fléaux quand on parle de la Roumanie.

Le Gouvernement est une dictature; il n'y a pas de Parlement. On vivote avec des décrets-lois. Le Gouvernement se réserve le droit de réquisitionner la moitié des importations. Il revend avec des bénéfices fabuleux qui vont on ne sait où.

Le Ministère Brătianu est fortement battu en brèche



en brèche par les partisans du général Averesco. On renvoie perpétuellement les élections, pour ne pas s'exposer à un échec qui paraît probable. Le général Averesco n'a pas fait jusqu'à présent de campagne anti-dynastique. Mais on le dit exaspéré de voir le Roi se complaire dans le système dictatorial du Gouvernement Brattiano.

Sous les apparences de civilisation latine dont on fait grand état, il règne dans l'administration une corruption et un désordre qui ne permettent pas d'oublier le voisinage de l'Orient et de la Russie.

La situation est très tendue en Transylvanie où les combats se poursuivent journellement entre les troupes roumaines d'occupation et celles plus ou moins régulières de la Hongrie. En Bessarabie, les troupes roumaines se sont montrées très maladroites; militaires et civils ont rivalisé de corruption et ont exaspéré la population.

Vers le 10 mars, le général Berthelot a envoyé cinq ou six mille hommes à Odessa, où on lui demandait du renfort. Il ne manifestait pas grande confiance, et nous apprenons aujourd'hui que les Alliés auraient abandonné Odessa. La terreur est telle en Russie et spécialement en Ukraine que peu à peu tous les officiers de l'ancien régime tsariste sont obligés de s'enrôler dans l'armée rouge, sous la menace d'être fusillés, eux et leur famille.

Sur la situation en Ukraine, vous trouverez sous ce pli des renseignements qui proviennent d'une personne qui s'est trouvée en mission à Kieff et à Odessa en février, et dont nous avons pu obtenir le rapport confidentiel.

---

En ce qui concerne les revendications des ouvriers mineurs en Angleterre, la commission anglaise a établi entre autres que le prix moyen du charbon à la mine était de 18 shellings la tonne. Aménée à Londres, elle revient à 28 shellings, mais elle



est vendue aux particuliers 45 shellings. La commission examine s'il est possible d'atténuer cette différence.

La démobilisation anglaise continue. 46.430 officiers et 1.785.278 hommes avaient déjà été libérés le 3 mars. Malgré cela, Vous avez eu connaissance de la révolte des Canadiens. Des faits analogues se présentent de ci de là et nous avons su, par une mission suisse qui était allée en Italie chercher des blessés allemands, qu'il y eut, il y a trois semaines, à Livourne, des bagarres graves entre Italiens et Français.

En Espagne, la situation est devenue assez favorable pour que le Gouvernement ait pu lever l'état de siège à Madrid. Un décret royal a pris des mesures énergiques contre l'acaparement et la contrebande. A Barcelone par contre, il a fallu déclarer l'état de siège; les garanties constitutionnelles ont été suspendues dans la province de Lérida. Des grèves ont éclaté un peu partout, à Cordoue, à Valence, à Carthagène, à Salamanque. En Andalousie, les ouvriers s'agitent.

M. Maura avait espéré obtenir, à la conclusion de la paix, Gibraltar et Tanger, comme prix de la neutralité bienveillante de l'Espagne envers les Alliés (1). Au lieu de cela, les journaux français revendiquent Tanger pour le Maroc français. La tâche du Gouvernement actuel est très ingrate et il lui faudrait faire des prodiges d'équilibre pour se maintenir au pouvoir avec un Parlement où il ne peut compter sur une majorité homogène et où ses adversaires politiques n'attendent qu'une occasion favorable pour le renverser. Il est donc peu probable que les Cortès actuelles se réunissent de nouveau. Le conte Romanones cherchera sans doute à résoudre les problèmes de la politique intérieure par des dispositions prises au sein du conseil des ministres: c'est ainsi qu'il vient d'améliorer



Un Américain qui vient de travailler quinze jours à la Conférence de Paris nous dit que les commissions ont tellement avancé leur besogne qu'il restera peu à faire dans les séances plénières: on n'aura plus guère à y discuter que les rares cas dans lesquels on n'a pas pu se mettre d'accord au sein des commissions.

Pour ce qui concerne l'Autriche et son rattachement à l'Allemagne, l'Amérique s'en désintéresse et s'en remet au principe théorique du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. L'Angleterre laisse l'initiative à la France dans cette question strictement continentale. L'impression de notre interlocuteur est que l'idée d'une Autriche indépendante fait du chemin.

On paraît se préparer à Paris à dépouiller la Hongrie de la manière la plus complète: la Transylvanie, le Banat, les régions allemandes, les régions tchéco-slovaques, tout cela sera arraché à la Hongrie, avec les très considérables populations magyares qui se trouvent englobées dans ces régions. Cette attitude de l'Entente à l'égard de la Hongrie n'est déterminée ni par rancune, ni par haine de Karolyi, ni par crainte de ~~l'extension~~ du bolchévisme, mais uniquement par des considérations géographiques. On ne prévoit pas que les représentants de la Hongrie et de l'Autriche soient entendus à Paris avant que le sort de leur Pays ait été décidé.

Des nouvelles germanophiles parlent de difficultés que présenterait à Londres l'attitude intransigeante des agents de police, le Gouvernement concentrerait des troupes autour de Londres. Le mouvement ouvrier irlandais prendrait aussi un caractère menaçant.